

POLITIQUE CULTURELLE DU QUÉBEC 2016

Mémoire déposé
par
Richard Pedneault
Directeur conservateur
Société du Musée Laurier inc.

Le 4 avril 2016

INTRODUCTION

« *L'intelligence cultivée a le monde pour héritage.* » Étienne Parent

Depuis Athanase David, le Québec a fait des pas de géant dans l'affirmation, la mise en valeur et la reconnaissance de la culture au Québec.

Souvent liée à la langue, la culture québécoise se confond avec l'affirmation nationale ou pour paraphraser un premier ministre bien connu « *Nous sommes aujourd'hui et pour toujours une société distincte, libre et capable d'assumer son destin et son développement.* »

Robert Bourassa - 22 juin 1990

Or, ce développement passe nécessairement par la culture.

Une culture cultivée qui, à l'image de la vie, ne vient pas d'une génération spontanée. Celle-ci pour grandir se doit d'être transmise de génération en génération par le biais de l'éducation. Une fonction dont le rôle n'est pas exclusif au monde scolaire institutionnel.

Notre monde et notre société seront d'autant plus riches que cette culture sera diversifiée et qu'elle touchera tous les aspects de la vie. Une culture qui ne sera pas ce qui reste une fois la richesse passée, mais au contraire, ce qui précède la richesse. Tout agriculteur digne de bon sens vous le confirmera, avant de récolter il faut semer, labourer et herser. Mais, avant tout il est essentiel d'avoir une semence adaptée au territoire. Larry Hodgson en conviendrait avec moi.

Voilà pourquoi une société se doit d'encourager la transmission des savoirs, mais également le goût de créer et de partager, il en va de la richesse des nations. Mais dans cette course à relais, pour la vie ou la survie, il est important que le bâton-témoin ne soit pas échappé en cours de route.

Voilà pourquoi une société rédige une politique pour baliser le futur et tente, après 25 ans, de l'actualiser en fonction de l'évolution et des progrès accomplis.

VIVRE EN RÉGION

Personnellement, j'ai émigré au Québec et dans la région des Bois-Francs il y aura bientôt trente ans. Or, sans le savoir, je m'étais établi dans ce que les gens appelaient à l'époque le tiers-monde culturel du Québec. En effet, c'est ainsi que l'on qualifiait notre région à l'extérieur, il n'y a pas si longtemps de cela.

Malgré le fait que je pensais être de passage seulement, j'ai aligné les années tout en tricotant des projets de développement visant à remplir des besoins criants de la région en matière de culture. Sans m'en rendre compte, j'ai passé le plus grand nombre d'années de ma vie à me battre pour une cause à laquelle je croyais et qui constitue aujourd'hui mon héritage à la vie et.. à la vie culturelle.

En fait, malgré la somme de travail que j'ai dû consacrer pour permettre à notre région et ses habitants d'avoir les mêmes outils de développement qu'ailleurs au Québec, cela ne m'a pas empêché d'observer et de réfléchir. Ma formation scientifique m'a permis de considérer mon apport comme des expériences de laboratoire où il faut tirer des conclusions à l'occasion.

Aujourd'hui, je vous faire part de mes observations en souhaitant que cette commission ne soit pas seulement un exercice de style ou de relation publique. Un simulacre de consultation pour cautionner des décisions ou une vision qui a déjà été rédigée dans les officines du pouvoir par des hauts fonctionnaires à Québec.

1^{ÈRE} OBSERVATION

BOTTINES ET BABINES

Les gouvernements ont souvent de bonnes intentions, mais pour exprimer notre réalité sur le terrain au quotidien « *il faut que les bottines suivent les babines* ».

Ainsi, en fouillant dans nos archives, nous découvrons que depuis 1929 les gouvernements n'ont jamais assez eu d'argent pour mettre en action les plans, les volontés ou les politiques proposées.

Pourtant, s'il ne s'agissait que d'une période de dix ans, nous comprendrions qu'il s'agit d'un cycle économique. Mais lorsqu'on répète ad nauseam « *qu'en raison de la conjoncture économique ou qu'en raison des budgets limités* » et de toute autre excuse du genre, nous commençons à nous poser de sérieuses questions.

Ce qui nous amène à douter des gouvernements légitimes qui nous représentent surtout après les commissions Gomery et Charbonneau. Comme on dit en mécanique, le problème n'est pas sous le capot, mais sur le siège d'en avant.

Rares, très rares, sont les gouvernements et leurs représentants qui ont posé des gestes responsables. Au-delà de la bonne volonté, nous voulons, à l'image de Thomas, mettre le doigt sur les engagements réels et concrets.

Mon vécu à titre de directeur du Musée Laurier, du Musée de l'Hôtel des Postes et de ses dépendances est là pour le confirmer, preuve à l'appui. Notre budget pour l'aide au fonctionnement est là pour en témoigner amplement.

2^e OBSERVATION

L'IGNORANCE

Une culture qui n'est pas transmise ou partagée est une culture vouée à sa disparition.

Cette réalité implique la transmission des savoirs. En d'autres termes, à quoi sert de faire de la culture au Québec et même à un gouvernement de l'encourager, si ceux qui sont là pour la défendre, la partager ou la faire fleurir l'ignorent.

On l'ignore par snobisme ou par ignorance? That's the question!

Car, s'il est un problème sérieux avec l'ignorance, c'est que l'ignorant ignore son ignorance. Un postulat qui n'a pas besoin d'être démontré : « *Ignoti nulla cupido* » comme l'affirmait le poète Ovide. C'est là un dilemme et un cercle vicieux qu'il est impératif de briser.

La transmission des savoirs intergénérationnels est non seulement la clé de voûte de la santé culturelle d'une nation, mais aussi la garantie de sa pérennité. Donc, ce n'est plus seulement la culture des autres, celle de l'Égypte, de la Grèce antique, du Louvre, d'Hollywood ou tout récemment celle du Web qu'il faut transmettre, mais aussi la nôtre, celle qui nous définit comme peuple. Une culture inclusive qui fait place à l'autre et en ce sens, aux premières nations et aux nouveaux arrivants, une culture qui fait de nous une société distincte et unique en Amérique du Nord.

3^e CONSTAT

INTERVENTION DE L'ÉTAT

L'état peut et doit intervenir mais il arrive parfois qu'il le fasse un peu trop massivement dans certains événements ou certaines institutions. Paradoxalement, comme pour la tour de Pise, l'aide tombe souvent aux mêmes endroits, accentuant le problème entre les grandes et les petites institutions, mais aussi entre Québec, Montréal et les régions.

À l'époque du rapport Arpin qui a donné naissance à la politique culturelle, j'avais émis de sérieux doutes sur la vision de M. Arpin. J'avais affirmé qu'avec cette vision, les communautés en dehors des grands centres seraient confinées à être des dépanneurs culturels. À force de vouloir

jouer dans la cour des grands à l'échelle internationale, Québec a sacrifié et continue à vouloir sacrifier les régions. Une vision que je qualifie aujourd'hui comme hier de tiers-mondiste.

Les fondements culturels de la société québécoise passent aussi par les régions qui se vident au profit des grands centres. À leur tour, les grands centres sont délestés au profit d'autres lieux dans le monde. Cela est une réalité dans une approche mercantile mais sommes-nous obligés de reproduire le modèle dans le secteur culturel?

Les gouvernements, en agissant ainsi, rompent l'équilibre fragile que les municipalités, les communautés, les regroupements ou les associations ont réussi à obtenir à force de patience. Par leur travail, ces derniers ont réussi à rendre vivante leur région en occupant le territoire.

Comme disait l'ancien député d'Arthabaska à l'Assemblée nationale du Québec M. Jacques Baril « *Le problème de Québec de Montréal, c'est le problème des régions.* » Les gens n'ont pas le minimum requis pour vivre en région, alors ils migrent vers les grands centres accentuant le problème des grands centres.

Bien entendu, je comprends le bénéfice politique du béton, des mégaprojets et des méga-festivals dans les grands centres, mais cette façon de faire ressemble étrangement à l'usage des engrais et des pesticides en agriculture. Aussitôt que vous enlevez la subvention, vous faites place à la désertification. Cette façon de faire va à l'encontre des principes du développement durable.

Si cette approche est contestée en agriculture à l'échelle de la planète, celle-ci devrait être remise en question à l'échelle provinciale en culture.

4^e CONSTAT

DIMENSIONS VERSUS COLLABORATION

Étrange cette idée que les créations de l'état vont venir au secours des petites institutions en région! Cette idée est non seulement étrange, mais aussi drôle que saugrenue!

Sans vouloir faire le procès des événements ou des institutions, la possibilité d'osmose d'entraide ou de collaboration s'avère être du domaine du rêve ou de la fabulation.

Mon expérience sur le terrain m'a apporté suffisamment de preuves pour vous dire que cette affirmation provient de personnes qui ne comprennent pas la réalité des régions. À titre d'exemple, les institutions d'état sont amplement pourvues en ressources de toutes sortes pour être capables de fonctionner en autarcie alors que les autres pourraient être qualifiées de mendiantes. La réalité serait à l'exemple d'un marathonien « boosté » aux stéroïdes voulant faire équipe avec un cul de jatte.

La culture en région dans sa forme actuelle est doublement anémique car, en plus de vivre l'incompréhension des masses, elle n'est pas rentable pour nos représentant politiques. Quel

ministre va se déplacer pour venir annoncer une aide de quelques milliers de dollars, alors qu'il peut faire la une du Soleil, de la Presse ou de Radio-Canada, en se déplaçant sur une centaine de mètres?

Comme le disait Pitigrilli, les gouvernements ont deux bras : un bras long pour venir chercher votre porte-monnaie dans vos poches et un bras très court pour vous redonner la monnaie quand vous en avez besoin. En région plus qu'ailleurs, nous vivons le phénomène avec beaucoup d'acuité.

ÉLÉMENTS DE SOLUTION

RECONNAISSANCE

Même si tout ne peut être parfait dans le meilleur des mondes, nous croyons qu'il est possible d'amender une politique et de la rendre plus acceptable et plus équitable pour l'ensemble des citoyens vivant sur le territoire.

Ainsi, nous proposons les points suivants qui devraient teinter la politique culturelle.

Il faudrait reconnaître que:

La culture est la richesse première des individus puisqu'elle est indissociable de leur identité et de leurs aspirations dans ce qu'ils ont de plus profond et de plus authentique;

La culture est une constituante intégrale de toutes activités humaines, sans égard à la discipline ou domaine de recherche;

La culture s'inscrit dans une perspective de développement durable, puisqu'elle est un outil porteur de développement individuel, social et économique. À ce chapitre au Conseil du Trésor, les budgets dédiés à la culture doivent être protégés et avoir droit au même traitement d'équité budgétaire que tous les autres ministères.

Que les régions contribuent et participent à la vitalité culturelle du Québec à part entière. Par ce fait, elles ont aussi droit d'accès à la culture sans discriminations.

CONCLUSION

Avec sa politique culturelle, le Québec a fait beaucoup depuis 25 ans pour stimuler, encadrer et développer la vie culturelle sur son territoire. Par contre, comme toute politique, celle-ci est perfectible et doit être amendée pour tenir compte de la réalité 25 ans plus tard.

À l'heure de l'internet et du Web, le Québec est gros village, « un village global » comme le prévoyait McLuhan dans les années soixante. Par contre, force est d'admettre que certains quartiers du village ont besoin davantage de ressources s'ils ne veulent pas devenir des attractions touristiques à l'image de Val-Jalbert. Dans son essence même, la culture ne se résume pas seulement à une visite en famille le dimanche après-midi dans un musée. En fait, la culture touche tous les aspects de la vie, voilà pourquoi elle est si importante.

Bien entendu, un gouvernement ne peut pourvoir aux besoins de tous et c'est pourquoi il élabore des politiques pour mieux encadrer ses actions à venir.

Certes, je suis critique et peut-être un peu cynique dans mes observations, mais celles-ci ont l'avantage d'être objectives et fondées sur une expérience pratique. Trente années qui n'ont rien à voir avec une approche ou une démarche empirique ne tenant compte que des grands principes et écartant l'expérience du vécu.

Si nous voulons que notre pays et notre nation progresse et se développe harmonieusement, nous devons apporter les correctifs qui s'imposent.

Souvenons-nous, que le Québec à l'image d'une chaîne pour ses citoyens et ses institutions, a pour valeur de force le maillon le plus faible.

Voilà pourquoi il est important qu'aucun de ses aspects ne soit oublié ou laissé-pour-compte.